



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS  
Site : <http://www.sitecommunistes.org>  
Hebdo : [hebdo@sitecommunistes.org](mailto:hebdo@sitecommunistes.org)  
E'mail : [communistes@sitecommunistes.org](mailto:communistes@sitecommunistes.org)

24/08/2023

## **Macron veut imposer ses réformes. Il va falloir frapper très fort !**

Macron a réuni le Conseil des ministres mercredi, lançant le coup d'envoi de la rentrée politique.

Il réunira les partis représentés au Parlement la semaine prochaine, dans le cadre de son « *initiative politique d'ampleur* ». Il envisage que les discussions avec les partis débouchent sur des « *projets de loi et des référendums* », sans donner plus de précisions...

Il recherche au cas par cas la majorité absolue dont il a besoin à l'Assemblée nationale. Dans son entretien au *Point*, Macron veut faire adopter sa loi infâme sur l'immigration, il se dit prêt à accepter d'« *enrichir le texte du gouvernement* », après discussions avec l'opposition. « *Nous avons besoin de résultats et donc si un tel texte était bloqué, il ne faut rien s'interdire* », assume-t-il. Il prévient que les « *instruments de la Constitution* » pourraient être mobilisés si aucune majorité ne se dégageait au Parlement et de recourir à l'article 49.3 de la Constitution. Concernant les domaines qu'il compte aborder, Emmanuel Macron ouvre la porte à tout texte susceptible de « *renforcer l'indépendance de notre pays et [de] rebâtir notre nation et tout ce qui la tient : la famille, l'école, le service national universel, la transmission de notre culture, notre langue, la régulation des écrans. Mais aussi notre organisation et nos institutions dans tous les territoires.* »...« *Sortiront de ces travaux des décisions immédiates, des projets et propositions de lois, mais aussi des projets de référendums* », anticipe le président de la République.

### **On a déjà donné, ça suffit !**

Cette nuée de politiciens se penchant sur le sort du peuple alors qu'ils sont tous les gérants loyaux du capitalisme. Les multinationales capitalistes dirigent la France avec leur gouvernement, elles organisent la surexploitation des travailleurs et la situation se dégrade dans tous les domaines. Les hausses se poursuivent. Des nouveaux coups vont être portés contre le système de santé et la sécurité sociale... Leur seul objectif aller encore plus loin, faire encore plus de profit sur le dos du peuple. Il y a en France les moyens financiers et économiques qui permettent de créer des centaines de milliers d'emplois, d'augmenter le SMIC et tous les salaires, les retraites... développer une grande politique économique et sociale, de santé au service du peuple.

### **Soumettre le système éducatif au "travailler plus".**

Emmanuel Macron annonce aussi dans son entretien vouloir que la rentrée scolaire se tienne « *dès le 20 août* ». Considérant qu'« *il y a trop de vacances et des journées trop chargées* ». Cette déclaration est faite quelques mois après de premières annonces du président de la République sur le « *temps de présence à l'école* ». En juin dernier, il avait ainsi promis l'ouverture des collèges de 8 heures à 18 heures ou l'accueil des enfants dès 2 ans en éducation prioritaire, la réforme du lycée professionnel... pour le Bac : « *Le ministre [de*

l'éducation nationale], dans les prochains jours, annoncera les ajustements que nous déciderons sur ce sujet dit Macron. Nous reviendrons sur toutes ces questions.

### **Le gouvernement se radicalise dans la bataille de l'intensification de la lutte des classes.**

Toujours dans les colonnes du *Point*, Macron dit « **poser les bases de la rentrée** » avec « **des marqueurs très forts d'autorité et d'unité** », Fin juillet, il avait prôné « l'ordre » il a mis en garde la jeunesse française contre le « chaos » et la « désunion ». Il use de nouveau du terme de « *décivilisation* », un « processus » qu'il avait déjà évoqué en mai. « *J'ai parlé de décivilisation il y a quelques mois. C'est bien cela que nous avons vu. Il faut donc s'atteler à reciviliser* », martèle-t-il. Vantant la violente répression des quartiers populaires fin juin. Emmanuel Macron se targue d'avoir été « intraitable ». « *Nous avons été implacables* », se félicite-t-il, rapportant 4.000 interpellations suivies de 1.000 comparutions immédiates, se glorifie d'avoir créés « *10.000 postes de sécurité intérieure* » depuis 2017. « *J'ajoute qu'il n'y a jamais eu autant de détenus en France, alors qu'on ne dise pas que la justice est laxiste !* »

Macron est repassé à l'offensive, dissolution des *Soulèvements de la Terre*, les perquisitions chez de nombreux militants, procédures disciplinaires de syndicalistes de la CGT... Ce mardi, la CGT Mines-Énergies alertait de la convocation du secrétaire général de la fédération, Sébastien Menesplier, à la gendarmerie de Montmorency dans le Val d'Oise. Le dirigeant syndical est « *soupçonné d'avoir commis ou tenté de commettre l'infraction de « mise en danger d'autrui par personne par violation manifestement délibérée d'une obligation réglementaire de sécurité ou de prudence* ».

À quelques jours de la rentrée, cette convocation s'ajoute à une liste d'attaques à l'encontre des travailleurs de l'énergie. Treize énergéticiens avaient été interpellés à Marseille, après une action symbolique devant la préfecture. Cinq syndicalistes avaient été arrêtés tandis à Bordeaux, placés en garde-à-vue et pour certains déférés au tribunal... Cette offensive sonne comme un violent rappel de la politique répressive portée par le gouvernement et "sa justice" à l'encontre des secteurs à l'avant-garde de la mobilisation contre la réforme des retraites. Derrière la convocation du secrétaire général apparaît clairement que c'est la fédération Mines-Énergies et son rôle dans le mouvement qui est dans le viseur du gouvernement ainsi que tous ceux qui ne renoncent pas à la lutte des classes.

Macron veut imposer son calendrier antisocial dès la rentrée et faire taire tous ceux qui s'opposent à sa politique, il est urgent d'opposer une réponse d'ensemble. La rentrée doit en effet servir de point de départ à la construction d'une mobilisation à commencer par l'appel de la CGT Mines-Énergie à la grève et à un rassemblement national le 6 septembre à 8h30 à Montmorency pour soutenir Sébastien Menesplier et s'opposer aux tentatives d'intimidations du gouvernement. Aider également à la mobilisation du 23 septembre contre l'impunité policière, qui sera un moment important pour préparer une réponse d'ampleur au durcissement du régime.

Il va falloir frapper très fort, amener les organisations syndicales à pousser au développement de l'action tous ensemble. Pour l'instant seul le dialogue social qui est un piège tendu aux salariés reste la perspective privilégiée pour les mois à venir. Les leaders syndicaux expliquaient dès juin qu'ils comptaient poursuivre l'unité syndicale et Sophie Binet de la CGT disant que le gouvernement va devoir faire face à une intersyndicale « *en position de force* ». Rien sur la question comment construire un plan de bataille pour poursuivre le combat contre le gouvernement. On l'a vu, Macron ne lâchera pas facilement. C'est uniquement par des luttes offensives qu'il nous sera possible de gagner. Le seul moyen d'inverser le rapport de force c'est d'engager les millions de salariés contre les forces du capital et leur pouvoir.

*« Travailleurs sauvons nous nous-mêmes » dit L'Internationale.*

Les travailleurs, le peuple ont besoin d'un parti qui défend leurs intérêts en toute circonstance contre le capitalisme et ses valets. Ce parti existe c'est le Parti Révolutionnaire Communistes. Ses choix sont clairs et lisibles pour tous. C'est le parti de tous ceux et celles qui veulent agir pour vaincre le gouvernement du capital, pour imposer un changement total de politique et de société dans notre pays. Rejoignez-le